

**DIFFUSION IMMÉDIATE
LE 22 AVRIL 2009**

LE PORTE-PAROLE DU NPD EN MATIÈRE DE TRANSPORTS RÉCLAME UNE ENQUÊTE SUR LES PRATIQUES FÉDÉRALES DE SÉCURITÉ AÉRIENNE

OTTAWA – Transports Canada et le Bureau de la sécurité des transports (BST) ne s'acquittent pas de leur devoir de protéger les Canadiens qui voyagent par avion et qui travaillent dans l'industrie. Le porte-parole du NPD en matière de transports a réclamé aujourd'hui une enquête publique sur le fonctionnement de ces organismes.

Le porte-parole du NPD en matière de transports, Dennis Bevington, a réclamé cette enquête à la suite d'une table ronde de trois heures avec des experts de l'aviation.

« D'après ce que j'ai entendu, ce n'est qu'une question de temps avant qu'un drame ne survienne, a expliqué M. Bevington. Transports Canada et le BST ont développé une culture du secret, où les dénonciateurs sont persécutés et où les accidents mortels sont perçus comme la rançon des affaires. »

Les experts ont expliqué qu'ils avaient été accueillis froidement par les deux organismes lorsqu'ils ont tenté d'obtenir des réponses sur des accidents, que ceux qui soulèvent les problèmes de sécurité sont persécutés et que, pour économiser de l'argent et réduire la responsabilité de l'État, le gouvernement fédéral compte se soustraire à son devoir de procéder à des inspections et de faire respecter les règles de sécurité.

«Je suis particulièrement inquiet des intentions de mettre en place des systèmes de gestion de la sécurité (SGS) sans la surveillance publique nécessaire des activités, a ajouté M. Bevington. On m'a dit que la philosophie de la direction à Transports Canada et au BST est d'accorder plus d'importance à l'argent qu'aux vies humaines. C'est pourquoi il faut tenir une enquête publique pour savoir comment ces organismes ont pu se dérober à leurs devoirs.»

NPD Porte-parole Commerce international Peter Julian s'est dit profondément inquiet du fait que Transports Canada a commencé à mettre en œuvre des SGS sans aucun pouvoir législatif. « C'est tout à fait contraire à la démocratie. L'une des plus anciennes règles du Parlement est que le gouvernement ne peut agir sans un pouvoir législatif accordé par la Chambre des communes et le Sénat. »

Au moment de son annonce, M. Bevington était accompagné de M. Greg Holbrooke, président de l'Association des pilotes fédéraux, de M. Ian Bron, secrétaire de Canadiens pour la responsabilité, et de M^{me} Kirsten Stevens, militante pour la sécurité des travailleurs aériens.

-30-

Pour plus de renseignements :

Doug Johnson, bureau de Dennis Bevington, député, 613-992-2131